

EVOLUTION DU SYSTÈME ALLEMAND DE FPC

Une marche prudente vers l'investissement social ?

olivier.giraud@cnam.fr

FPC et IS, le cas allemand

- Variétés de régimes de production de qualifications
 - Éléments structurels
 - Défis actuels
- Zoom sur le système allemand de FPC
 - Aspects politiques et institutionnels
 - Instruments
 - Financiers
 - Forme d'accès
- Conclusion : le système allemand de FPC et l'agenda de l'investissement social

Variétés de régimes de qualification : éléments structurels

régime	Formation générale (FR)	De l'alternance (DE)
Formation initiale	scolarisée vocation intégratrice	système dual sélection précoce en trois filières scolaires
Principe de régulation / compétition	Etat / système scolaire	système scolaire / marché
Accès à l'emploi	peu organisé	organisé
Carrières	marché interne	marché professionnel
Rôle de la FPC	- régulation politique forte / modernisation économique (loi de 1971) - instrument des politiques de l'emploi	- régulation politique faible / individualisé, promotion sociale - instrument clé des politiques de l'emploi

Variétés de régimes de qualification : défis

régime	Formation générale (FR)	De l'alternance (DE)
Défis contemporains FPI	<ul style="list-style-type: none">- maintien d'un fort échec scolaire / polarisation des sorties du système scolaire- taux élevé de chômage des jeunes	<ul style="list-style-type: none">- désorganisation des transitions par filière de formation- tarissement de l'apprentissage- forte pression sur le bac
Défis contemporains FPC	<ul style="list-style-type: none">- persistance des inégalités d'accès- le choix de l'individualisation de la FPC	<ul style="list-style-type: none">- insuffisance des dispositifs individuels et effondrement de la FPC comme pol. emploi- inégalités d'accès- déficits de main d'oeuvre qualifiée

RFA: dérèglements des transitions

1980

Emplois correspondants

Apprentissage
service personne,
artisanat, postes
peu qualifiés de
l'industrie

Filière secondaire
faible
45% classe d'âge
(1980)

Emplois correspondants

Apprentissage
services aux
entreprises,
emplois qualifiés
industrie

Filière secondaire
intermédiaire
37% classe d'âge

Professions académiques, fonction publique

Université

Lycée
18,5% classe d'âge

RFA: dérèglements des transitions

2012

Difficultés marché
de l'apprentissage
et du travail

Apprentissage
service personne,
artisanat, postes
peu qualifiés de
l'industrie

Filière secondaire
faible
11,7 %

Emplois
correspondants

Apprentissage
services aux
entreprises,
emplois qualifiés
industrie

Filière secondaire
intermédiaire
26,3 %

Professions
académiques,
fonction publique,
services, industrie

Université
Apprentissage
emplois qualifiés
des services et de
l'industrie

Lycée
36,9 %

Le dispositif allemand de FPC

Priorité à la subsidiarité !

- Pas d'obligation ni d'incitation légales à la FPC dans les entreprises
- Rôle minimal de l'Etat fédéral (jusqu'à août 2016)
 - Base légale, coordination, recherche et expertise sur la FPC
 - Politiques de l'emploi
 - Dispositif du BAföG
- Une politique confiée aux *Länder*
 - incitation aux individus
- Rôle important des régulations conventionnelles

Instruments

- Instruments fédéraux

- BaföG (Bundesausbildungsförderungsgesetz)
 - droit individuel à la formation en pratique limité à l'accès au bac
- Soutien à la formation des salariés peu qualifiés (loi août 2016)
 - Personnes en emploi, sans formation professionnelle certifiée : acquisition des compétences de base
 - Personnes suivant des formations qualifiantes : 1000 € en cas de succès à mi-parcours, 1500 € en cas de valisation
- Bundesagentur für Arbeit : relance de mesures pour la formation des chômeurs éloignés de l'emploi (loi août 2016)

- Lois des *Länder*

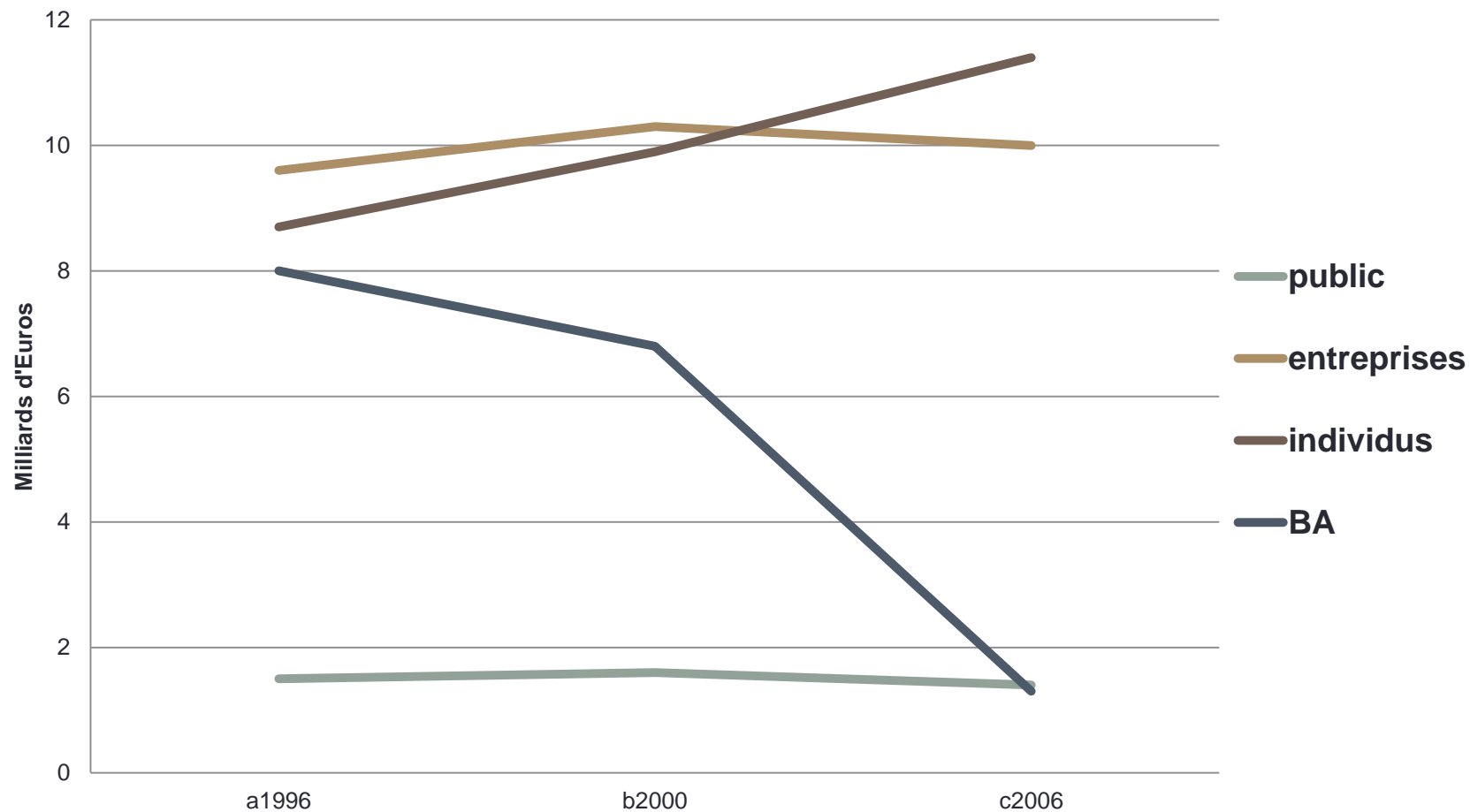
- Lois sur la formation des adultes (surtout éducation populaire : institutions, organisation, financement, personnel)
- **Loi sur le congé formation** (en général une semaine par an / salarié paie la formation, entreprise paie le congé) – pas de loi en Bavière ni en Saxe

- Régulations conventionnelles

- Conventions collectives de branche (mais aussi accords d'entreprise) : important grandes entreprises IG Bergbau Chemie Energie et IG Metall

Financement de la FPC en RFA

Financement de la FPC RFA (en milliards €)

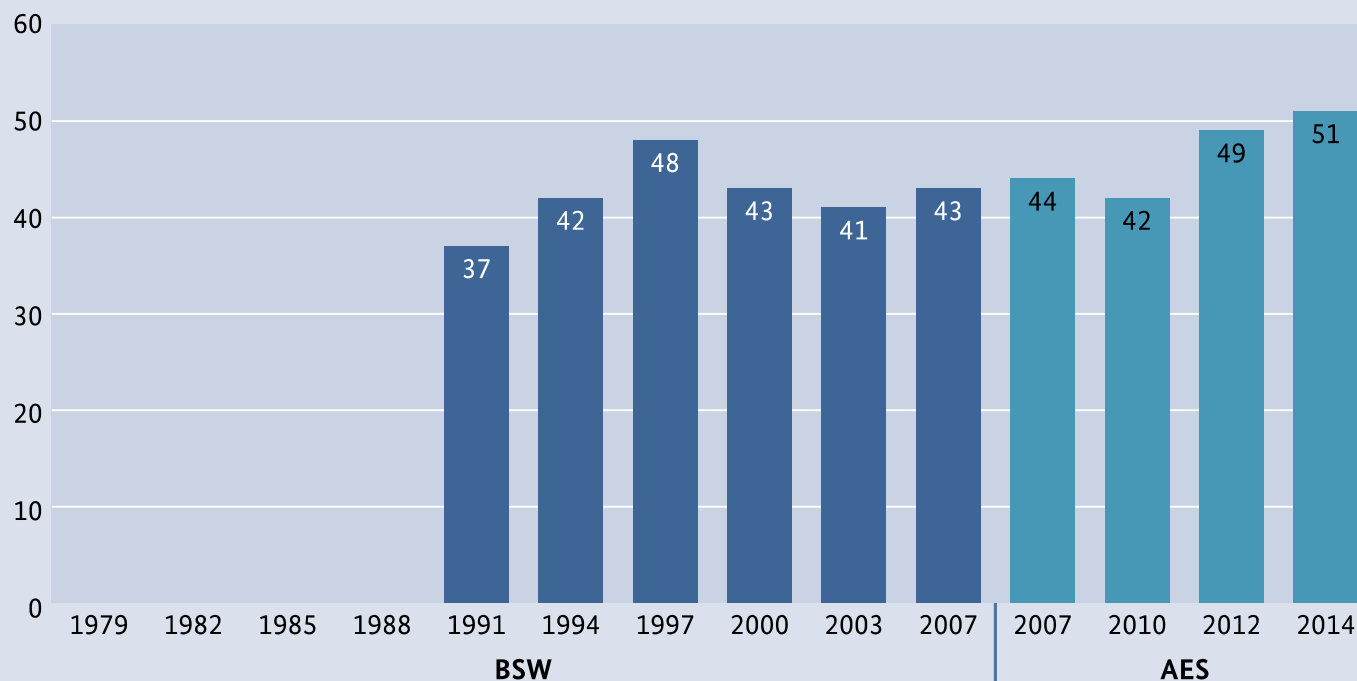


Source : Nuissel, Brandt (DIE, WBV, 2009)

Participation à tout type de formation

Abbildung 1: Weiterbildungsbeteiligung in Deutschland 1991 bis 2014

Teilnahmequoten in %



Basis bis 2007: 19- bis 64-Jährige

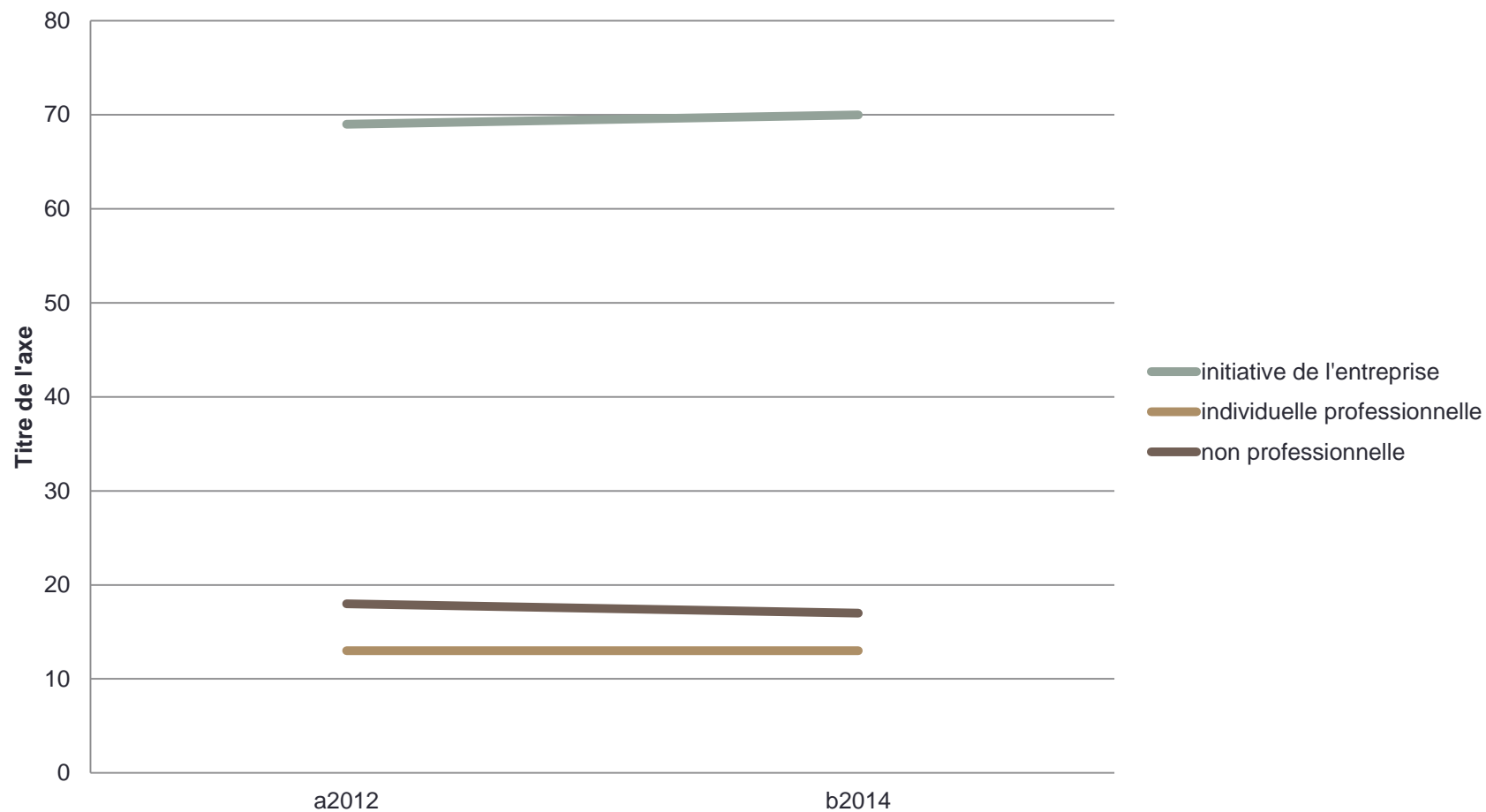
Basis seit 2010: 18- bis 64-Jährige

bis 2012: n ≈ 7.000; 2014: n = 3.100

TNS Infratest Sozialforschung 2014

Formation continue

Type de formation continue (en % de l'ensemble)



Inégalités d'accès

Pas ou très peu d'inégalités d'accès en fonction de :

- Genre
- Type de contrat (CDI / CDD)
- Temps de travail

Inégalités d'accès importantes en fonction de...

- L'âge [moins de 25 et plus de 55 taux d'accès de 40% inférieur aux autres]
- Taille de l'entreprise [taux d'accès 2 fois supérieur dans les entreprises de plus de 1000 par rapport au moins de 10 salariés]

Inégalités d'accès

	FPC initiative entreprise	FPC initiative individuelle
Actifs occupés	49	9
Chômeurs	11	17
Ouvriers	39	4
Employés / fonctionnaires	57	8
Indépendants	28	20
Niv. diplôme bas	27	6
Niv. diplôme moyen	41	9
Niv. diplôme élevé	43	13

FPC et investissement social : France / Allemagne

- Inégalités d'accès
 - Équivalentes pour ce qui touche au statut dans l'entreprise, au niveau de diplôme, à la taille de l'entreprise
 - Plus fortes en France au détriment des CDD
 - Plus fortes en Allemagne au détriment des chômeurs

FPC et investissement social : France / Allemagne

- Accès aux droits

	France	Allemagne
Congé de formation	Congé Individuel de Formation Compte Personnel de Formation	Congé formation (une semaine par an)
Action sur les moins qualifiés (socles de compétence)	Dispositif CLEA	Dispositifs fédéraux d'août 2016
Spécificités nationales	Prise en compte des transitions professionnelles Conseil en Evolution Professionnelle	

Merci de votre attention !

Les débats clés dans le domaine de la FPC et l'agenda de l'investissement social

Trois dimensions clé :

- **Égalité d'accès et besoins** : des besoins de protection face au risque chômage et des besoins de promotion différenciés
 - Agenda IS : **prévention / priorisation des dépenses sociales**
- **Gouvernance et responsabilité**: à l'initiative de l'entreprise, "individuelle qualifiante", "individuelle non qualifiante", "informelle"...
 - Agenda IS : **prévention / priorisation des dépenses / dépenses sociales comme « actif »**
 - **En plus : employabilité d'initiative et interactive**
- **Des appariements FPC et situation sur le marché du travail inégalitaires** : rapports entre l'autonomie par rapport aux choix de FPC et le bénéfice que les individus peuvent en tirer (autonomie dans le travail, sur le marché du travail)
 - Au-delà de l'IS et de l'employabilité... **une approche avant tout en terme de capacités...**